MAISON BEAULIEU · AB ÉDITIONS

Les Archives Secrètes de la Police · Tome XI : Les Démons de l'Empire



La Disgrâce de Fouché

PREMIER CHAPITRE INTÉGRAL OFFERT

ADRIEN L. BEAULIEU

adrienbeaulieu.com · Ex-libris d'extrait gratuit

EXTRAIT DE LECTURE · DE L’ARCHIVE AU FEUILLETON

1. Walcheren

L’Empire est à son midi ; la police l’est aussi ; et l’homme qui la tient depuis le 10 juillet 1804 — sa seconde administration, que j’ai dite ailleurs fort supérieure à la première — est duc d’Otrante depuis 1806, sénateur, ministre, et quelque chose de plus que tout cela, qui n’a pas de titre dans l’almanach : il est celui sans qui l’Empereur ne sait pas ce que pense la France. Et l’affaire commence, comme il convient, très loin de Paris, sur une île de Zélande.

Je n’ai plus, pour ces années-là, les guides qui m’ont accompagné si longtemps. Ce qui me sert, ce sont les cartons de la maison même — rapports, circulaires, correspondances —, les Mémoires que les acteurs de cette affaire ont publiés depuis pour se blanchir les uns les autres, et qu’il faut lire comme on écoute des plaideurs ; et deux ou trois mémoires plus humbles dont je dirai la provenance à mesure. Le lecteur est prévenu : dans ce volume, presque tous les témoins mentent un peu, parce que presque tous avaient à se justifier. C’est le privilège des archives de laisser les mensonges se contredire entre eux ; je n’y ajouterai pas les miens.

Dans les derniers jours de juillet 1809, l’Empereur était à Schönbrunn, au lendemain d’une victoire qui lui avait coûté plus cher qu’une défaite, et Paris vivait comme vivent les capitales quand le maître est loin : les ministères expédiaient, les théâtres jouaient, et le télégraphe, sur ses tours, agitait ses bras dans le ciel de l’Ouest sans que personne, dans la rue, sût jamais ce qu’il disait.

Le 31 juillet au soir, ce qu'il disait arriva quai Malaquais par un pli du ministère de la Marine, et le pli était de ceux qu'on porte sans le confier au garçon de bureau. Une flotte anglaise — la plus considérable, disait-on, qui eût jamais quitté les ports d'Angleterre — venait de paraître aux bouches de l'Escaut ; des troupes débarquaient dans l'île de Walcheren ; Flessingue était menacée, et derrière Flessingue, remontant le fleuve, Anvers — Anvers, c'est-à-dire l'arsenal, les chantiers, la flotte en construction, le pistolet que l'Empereur disait tenir braqué au cœur de l'Angleterre, et qui se trouvait, en cet été-là, à peu près sans garde.

Il faut se représenter ce que contenait cette nouvelle pour qui savait lire. L'armée était sur le Danube. Les dépôts étaient vides. Entre la mer et Anvers, il n'y avait, à proprement parler, personne — des douaniers, des vétérans, des garnisons de papier. Le ministre de la Guerre était un homme d'ordre qui ne faisait rien sans instruction, et l'instruction était à quatre cents lieues, au bout d'une chaîne de courriers qui demandaient dix ou douze jours pour l'aller et le retour. Dix ou douze jours : les Anglais, en dix ou douze jours, pouvaient être à Anvers.

J'ai retrouvé, dans les cartons de cette semaine-là, la trace de ce que firent les maisons régulières : elles écrivirent. Le ministère de la Guerre écrivit à Schönbrunn pour demander des ordres ; la Marine écrivit à la Guerre pour signaler l'urgence ; les bureaux se renvoyèrent l'affaire avec cette politesse exacte des administrations qui savent qu'un désastre se prépare et qu'aucune ne veut l'avoir vu la première. On ne saurait leur en faire un crime : tout, dans leur règle, leur commandait d'attendre. C'est même le propre d'une règle bien faite

que de prescrire l'attente à ceux qui n'ont pas qualité pour agir ; et personne, dans Paris, n'avait qualité.

Personne — sauf un homme dont ce n'était pas l'affaire.

Au ministère de la Police générale, la soirée du 1er août a laissé des souvenirs, et j'en tiens le détail d'un employé des bureaux qui la raconta longtemps après, à qui voulait l'entendre, avec l'exactitude un peu usée des histoires trop souvent redites. Il faisait une chaleur d'orage ; les fenêtres du quai étaient ouvertes sur la Seine, et l'on entendait, disait-il, les bateaux-lavoirs et les criailleries du Pont-Royal pendant que se décidait, deux étages plus haut, une affaire d'État. Le ministre fit appeler les chefs de division vers neuf heures. Ils montèrent en habit du soir, car plusieurs dînaient en ville et on les avait fait chercher à table. Il ne leur lut pas la dépêche ; il la leur résuma d'une phrase, et l'employé assurait qu'on n'entendit ensuite, pendant un temps, que le bruit de sa plume.

Un des chefs de division — l'employé ne le nommait jamais, et je respecterai sa discrétion — hasarda pourtant une objection, la seule de la soirée. Il fit observer que la levée des gardes nationales excédait les attributions du ministère ; que la Guerre avait écrit à Schönbrunn ; qu'en attendant la réponse, on pouvait préparer les états, chiffrer les effectifs, tenir tout prêt.

— Et l'on gagnerait quoi ? aurait demandé le ministre sans lever les yeux.

— La régularité, monseigneur.

— Et l'on perdrait quoi ?

Le chef de division ne répondit pas tout de suite, et le ministre, dit-on, répondit pour lui : on perdrait douze jours, et dans douze jours les Anglais seraient à Anvers, où ils liraient la réponse de Schönbrunn avant nous. Je donne ces mots au conditionnel, comme tout ce qui s'est dit dans ce cabinet-là : l'employé les tenait de seconde main, et les gens de bureau prêtent volontiers à leurs ministres l'esprit qu'ils voudraient avoir eu. Mais le fond n'est pas douteux, car le fond, ce sont les lettres, et les lettres existent.

— Il écrivait quoi ? demandait-on toujours à cet endroit du récit.

— Des lettres aux préfets, répondait l'employé. Une dizaine. Le Nord, le Pas-de-Calais, la Somme, tout ce qui touche à la mer ou presque. Et il les écrivait lui-même, de sa main, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps. On portait les plis à la signature à mesure ; il relisait sans se presser, corrigeait un mot, jamais deux. Vers minuit, il a demandé du bouillon. C'est le seul ordre de toute la nuit qui fût de son ressort.

— Et vous, qu'est-ce que vous faisiez ?

— Nous ? Nous regardions. Il n'y a pas beaucoup de moments, dans une carrière de bureau, où l'on voit un ministre sortir de son ministère. Je veux dire : en sortir en restant assis. C'est pourtant ce qu'il faisait sous nos yeux. La police, ce soir-là, levait des soldats.

— Et personne n'a rien dit ?

— Qu'est-ce que vous vouliez qu'on dise ? Quand un homme fait une chose énorme avec les gestes d'une chose ordinaire, on doute de ses propres yeux avant de douter de lui. Il cachetait ses lettres comme on cachette une convocation de bureau. C'est après coup, en rentrant

chez moi au petit matin, que j'ai compté sur mes doigts ce que je venais de voir, et que je me suis assis sur une borne du quai, parce que les jambes m'ont manqué.

Les lettres partirent dans la nuit du 2 au 3 août. Elles enjoignaient aux préfets d'appeler sur-le-champ les gardes nationales de leurs départements, de les armer de ce qu'on trouverait, de les diriger sur Anvers ; elles promettaient que les ordres de l'Empereur suivraient ; elles n'en montraient aucun. Et comme il fallait un chef à cette armée qui n'existait pas encore, le ministre en désigna un, de la même encre, sans consulter davantage : le maréchal Bernadotte, qui se trouvait alors à Paris, disponible et en disgrâce — un choix dont je dirai seulement qu'il fit, à Schönbrunn, hausser quelques sourcils, et qu'il n'appartenait à aucun titre au ministre de la Police de le faire.

Voilà le fait, dans sa nudité. Un ministre de la Police, sans décret, sans délégation, sans un mot de son maître, levait des dizaines de milliers d'hommes et leur donnait un maréchal. Il y a des mots pour cela dans les lois de tous les pays, et ce ne sont pas des mots aimables. Que le péril fût réel, que l'intention fût droite, que l'issue fût heureuse — rien de tout cela ne change la nature du geste : c'était un empiétement, le plus vaste qu'un ministre se fût permis depuis l'établissement de l'Empire. Je prie le lecteur de le retenir tel quel, sans l'excuser encore et sans le condamner : la suite de ce volume n'est que l'histoire de ce que ce geste devint.

Ce que fut la réception de ces lettres dans les préfectures, un dossier me l'a conservé mieux qu'un mémoire. On y trouve la minute d'une réponse préfectorale — je tais le département, la pièce n'étant pas à l'honneur de son auteur, qui fit ensuite une belle carrière — où le préfet accuse réception « de la circulaire de Votre Excellence en date

du 2 de ce mois », annonce la convocation des gardes nationales pour le surlendemain, et demande, en un dernier paragraphe d'une prudence admirable, « qu'il plaise à Votre Excellence de lui faire tenir, dès qu'il sera reçu, le décret impérial dont sa circulaire annonce l'envoi prochain ».

Le secrétaire général de cette préfecture, qui vivait encore sous la Restauration, a raconté la scène de la réception, et je la donne parce qu'elle vaut tous les commentaires.

— C'est signé du ministre de la Police, dit le préfet en tournant la lettre. De lui seul.

— De lui seul, répéta le secrétaire général.

— La levée des gardes nationales est un acte de gouvernement. Il y faut un décret. Où est le décret ?

— Il n'y en a pas, monsieur le préfet. La lettre dit qu'il viendra.

Le préfet se leva, marcha jusqu'à la fenêtre, revint.

— Si je convoque et que le décret ne vienne pas, je suis un préfet qui a levé des troupes sur une lettre. Si je ne convoque pas et que les Anglais prennent Anvers, je suis un préfet qui a laissé prendre Anvers avec une lettre du ministre dans son tiroir. Lequel des deux est le plus vite destitué, à votre avis ?

— Le second, monsieur le préfet. Et il est le seul des deux qu'on fusille, le cas échéant.

— C'est aussi mon sentiment.

Le préfet se rassit et signa la convocation. Puis, comme le secrétaire général rassemblait les papiers, il ajouta, moins pour lui que pour soi-même :

— Remarquez que je ne sais pas si cette lettre est régulière. Je sais qu'elle est de forme. L'en-tête, le contreseing, le cachet, le style : tout y est. On m'a appris à reconnaître un ordre à sa forme, et celui-ci en a toutes les apparences. Le reste, ce n'est pas d'un préfet.

J'ai souvent repensé à ce mot-là en classant les pièces de ce tome, et le lecteur verra pourquoi ; qu'il me suffise ici de le laisser où il est, dans la bouche d'un fonctionnaire de l'an 1809 qui obéit à une lettre parce qu'elle était bien faite, et qui eut raison — cette fois.

Le surlendemain, sur la place du chef-lieu, la convocation fit ce que font toutes les convocations : elle rassembla d'abord les curieux, puis les convoqués. Il vint plus d'hommes qu'on n'en attendait — c'est un fait que les états de ce mois-là confirment pour presque tous les départements sollicités, et qui surprit jusqu'aux préfets. Le secrétaire général, dans le récit qu'il a laissé, s'y arrête avec une sorte d'étonnement rétrospectif : on croyait la fibre lasse, après tant de conscriptions ; et voilà que pour une levée sans texte, annoncée au tambour, les hommes des villages arrivaient par les chemins avec leur pain de deux jours, s'informaient de l'Anglais, et demandaient seulement si l'on toucherait des souliers. Un maire de canton, qui avait amené ses hommes lui-même, dit au préfet sur la place :

— Ils sont venus parce que c'est pour chez nous, monsieur le préfet. Anvers, ils ne savent pas où c'est ; mais la mer, ils savent. Contre la mer, on ne discute pas l'ordre.

Le préfet le nota dans son rapport, et je le recopie sans y toucher : les administrés, ce mois-là, furent moins regardants que l'administration — ce qui arrive plus souvent que les administrations ne l'écrivent.

Les gardes nationales se levèrent. Mal armées, mal chaussées, encadrées de vétérans et de gendarmes, elles se mirent en marche vers l'Escaut par des routes d'août, dans la poussière, avec cette gaieté un peu forcée des hommes qu'on arrache à la moisson et qui ne savent pas s'ils vont à la guerre ou à une revue.

De cette marche, un cahier de gendarmerie m'a gardé un instantané que je ne veux pas perdre, parce qu'il vaut mieux qu'un tableau. C'est dans un bourg de la Somme, sur la grand-route, un matin du milieu d'août. La colonne fait halte devant l'église ; les hommes boivent aux seaux qu'on leur tend ; un vétéran de l'encadrement, assis sur le timon d'une charrette, remet une pierre à son fusil. Un paysan s'approche, regarde les fusils, en compte du regard un sur trois qui n'a pas de baïonnette, et demande au vétéran si c'est avec cela qu'on arrête les Anglais.

— On ne les arrête pas avec ça, dit le vétéran sans cesser de frotter. On les arrête avec le nombre. L'Anglais, de son bateau, il ne compte pas les baïonnettes, il compte les hommes sur la digue. Plus il en voit, moins il descend.

— Et s'il descend quand même ?

— S'il descend quand même, dit le vétéran, alors on verra lesquels de nous étaient des soldats. Mais je vais te dire, l'ami : il ne descendra pas. J'ai fait la Hollande en 95, je connais le pays. Là-bas, ce n'est pas l'ennemi qui vous tue, c'est l'eau. Qu'il reste seulement six semaines

dans ses îles, ton Anglais, et la fièvre fera l'ouvrage sans déranger personne.

Le brigadier qui tenait le cahier note que la colonne repartit en chantant, et il ajoute, de sa main appliquée, cette phrase que je recopie telle quelle parce qu'elle dit tout l'été : « Les hommes sont de bonne volonté et croient que l'Empereur les a appelés. On ne les détrompe pas, n'ayant d'ailleurs nous-mêmes rien vu de signé de Sa Majesté. » Rien vu de signé : le brigadier non plus. La colonne marchait, comme le préfet avait signé, sur la foi d'une forme — et tout ce petit monde avait raison de marcher, puisque l'issue fut bonne, et c'est précisément ce qui devait, dix mois plus tard, coûter si cher à l'homme qui avait mis la colonne en marche. Elles n'eurent, pour la plupart, pas à se battre. Il suffisait qu'elles existassent : c'est le propre des places qu'on croit gardées de n'être pas attaquées. Flessingue, que rien ne pouvait plus sauver, tomba le 15 août sous un bombardement qui laissa la ville à demi brûlée ; mais Anvers, derrière ses digues et derrière cette levée improvisée qui grossissait chaque jour, cessa d'être une proie ; l'expédition anglaise s'attarda, hésita, et s'en fut mourir de ses fièvres dans les polders — car c'est la fièvre des marais, en définitive, qui fit le gros de la besogne, comme il arrive plus souvent qu'on ne l'avoue dans les récits militaires.

Paris, pendant ces semaines-là, parla de Walcheren comme il parle de tout : beaucoup, vite, et de confiance. Au café de la Régence, un habitué qui tenait ses nouvelles d'un cousin employé aux Postes expliquait la Zélande à qui n'avait rien demandé ; on l'écoutait parce qu'il payait sa tournée. Chez les marchandes de la rue Montorgueil, on savait qu'« ils » avaient débarqué, sans démêler si ces Anglais-là étaient ceux de la mer ou ceux de l'Espagne ; une vieille femme

demanda si Anvers était en France, et personne autour d'elle ne sut répondre avec certitude. Un sergent de la garde de Paris, attablé, résuma l'affaire à sa façon :

— Tout ce que je sais, c'est qu'on a levé les gardes nationales du Nord, et qu'à ce qu'on dit, l'ordre n'est pas venu d'où il vient d'habitude.

— Et d'où il est venu, alors ?

— Est-ce que je sais, moi. De quelqu'un qui pouvait, faut croire, puisque ça s'est fait. Demande au caporal, il en sait aussi long que moi, c'est-à-dire rien.

On rit, on but, on passa à l'Espagne. Je note ces riens parce qu'ils disent une chose que les cartons officiels ne disent pas : dès le mois d'août 1809, la rue de Paris savait — sans savoir qu'elle le savait — que quelque chose d'irrégulier s'était fait en haut, et que l'irrégularité portait un nom de ministre. La rue n'en tirait aucune conséquence ; elle enregistrait. La rue enregistre toujours. C'est même, de toutes les polices de ce pays, celle qui a la mémoire la plus longue, et j'aurai à m'en servir plus d'une fois dans ce volume.

Restait à savoir ce qu'en dirait Schönbrunn.

Tout homme de bureau, à la place du duc d'Otrante, aurait passé la fin d'août dans les transes. Il avait engagé la signature de l'État sans l'État ; il avait donné un commandement d'armée, lui, ministre civil, à un maréchal que l'Empereur tenait en froideur ; il avait fait, en somme, tout ce qu'on fait quand on veut finir dans une forteresse. Les bureaux du quai Malaquais, qui savaient cela aussi bien que moi, vécurent ces semaines dans une gêne singulière, dont un témoin a

laissé cette image : on parlait bas près de la porte du ministre, non qu'il l'exigeât, mais comme on parle bas près de la chambre d'un homme dont on attend la crise.

La crise ne vint pas. Le 6 ou le 7 août — les registres portent les deux dates, selon le bureau qui enregistrait —, arriva de Schönbrunn un décret impérial qui ordonnait la levée des gardes nationales du Nord : c'est-à-dire qui ordonnait ce qui était fait. L'Empereur couvrait ; mieux, il ratifiait ; mieux encore, il félicitait. On a rapporté qu'il aurait écrit au ministre, dans ces jours-là, qu'au lieu de trente mille hommes, il aurait dû en lever le double, et que de tous ses ministres, un seul, en cette affaire, avait fait ce que l'urgence commandait. Je donne ces mots pour ce qu'ils valent — des mots rapportés, qu'aucune pièce de mes cartons ne me montre de première main ; mais le décret, lui, y est, et le décret dit la même chose en langage d'État : ce qui s'était fait sans ordre devenait, rétroactivement, l'exécution d'un ordre. Le calendrier seul savait la vérité.

Il y eut, au ministère, un soir de ce mois d'août, une scène minuscule que je tiens du même employé des bureaux, et qui vaut d'être conservée. Le décret de couverture venait d'être enregistré ; un chef de bureau le rangeait, et dit à mi-voix, en le glissant dans son carton :

— Regardez les dates, tout de même. Le décret est du 6, et les lettres du 2. Quatre jours où tout ça n'était couvert par rien.

— Rangez, dit son voisin. Il y a des remarques qu'on ne fait pas dans cette maison.

— Je ne fais pas de remarque, dit le chef de bureau. Je classe.

Et il classa. J’ai cherché ce carton-là ; je ne l’ai pas retrouvé. On verra, au dixième chapitre de ce volume, que je ne suis pas le seul à qui, dans cette maison, des cartons ont manqué.

— Fin des premières pages offertes (Chapitre I complet à retrouver dans l’édition intégrale) —

MAISON BEAULIEU · AB ÉDITIONS · ÉDITION IMPRIMÉE

Poursuivre « La Disgrâce de Fouché »

Cet ouvrage est disponible dès maintenant en édition imprimée à la commande (Broché ou Relié Collector) avec couverture texturée, blason or sur tranche et envoi international.

Commander l'édition imprimée (Broché ou Relié Collector) →

Feuilleter les 80 éditions & recevoir le Vol. 0 complet OFFERT →

https://adrienbeaulieu.com/books/archives-secretes-vol31